

Résumé

La dette des PMA a initialement été portée à l'attention du grand public il y a douze ans lorsque le Mexique a annoncé qu'il ne pourrait honorer ses obligations financières internationales et que des annonces similaires ont subséquemment été faites par d'autres pays en développement lourdement endettés. Après les premiers efforts pour rééchelonner la dette de plusieurs PMA lourdement endettés, il est devenu clair que ces pays avaient un problème d'insolvabilité sur le long terme et non seulement un problème d'illiquidité à court terme. La communauté internationale a alors élaboré un certain nombre de régimes de réduction de la dette tenant compte du problème de l'aide commerciale et bilatérale excessive. Aujourd'hui, un certain nombre de pays — surtout en Amérique latine, en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique — ont tiré avantage de ces régimes et se trouvent maintenant en mesure d'assurer le service de leur dette tout en poursuivant des réformes économiques internes. Plusieurs de ces pays sont revenus sur les marchés financiers internationaux en lançant de nouvelles émissions d'obligations, en faisant un meilleur accueil aux investissements étrangers directs et en attirant des participations privées ainsi que des montants modestes en nouveaux prêts bancaires aux conditions du marché.

Malgré ces succès et l'inattention des médias, la crise de la dette n'a pas été surmontée, bien que les risques pour le système financier international soient diminués considérablement. En 1992, plusieurs pays en développement étaient en fait moins en mesure d'assurer le service de leur dette qu'ils ne l'étaient en 1980, soit deux ans avant le déclenchement de la crise. Les «pays à faible revenu surendettés», surtout ceux de l'Afrique sub-saharienne, ont vu l'encours global de leur dette s'accroître sensiblement dans les dernières années. Même si les programmes conçus pour réduire l'encours de la dette ont atténué l'effet des problèmes de service de la dette que connaissent actuellement ces pays, les dettes accumulées représentent maintenant en moyenne plus de 400 p. 100 des exportations totales de biens et de services. Par conséquent, la capacité de ces pays d'investir intérieurement est très limitée ce qui restreint l'avenir de leurs accroissements économiques. Il y a également eu accroissement de la part de la dette remboursable aux institutions financières multilatérales. Il n'y a actuellement aucun programme de réduction de la dette pour contrer l'accroissement de cette forme de dette.

On parlera probablement peu des PMA sur le moyen terme puisque la croissance économique globale va stimuler les recettes d'exportation de la plupart de ces pays et améliorer ainsi leurs possibilités de service de la dette. Toutefois, l'accumulation croissante des dettes signifie que la question de l'endettement pourrait à nouveau prendre une importance centrale si la reprise économique globale était plus faible que prévue ou que l'économie nationale ne pouvait maintenir une bonne performance. La